Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
https://pace.coe.int

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 14047
27 avril 2016

Panama Papers: quels enseignements tirer pour l'état de la démocratie dans les Etats membres du Conseil de l'Europe?

Proposition de résolution
déposée par M. Dirk Van der MAELEN et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

Début avril 2016, le monde s'est trouvé confronté au scandale des «Panama Papers», à savoir des fuites concernant 11,5 millions de documents confidentiels qui fournissaient des informations détaillées sur plus de 214 000 sociétés offshore figurant sur des listes du prestataire panaméen de services aux entreprises Mossack Fonseca, y compris les identités des actionnaires et des directeurs des sociétés. Ces documents révèlent comment de riches individus, dont des responsables des pouvoirs publics, ont dissimulé leurs biens au regard critique de l'opinion publique.

Au moment de leur publication, ces documents identifiaient cinq chefs d'Etat ou de gouvernement d'Argentine, d'Islande, d'Arabie saoudite, d'Ukraine et des Emirats arabes unis, ainsi que des responsables gouvernementaux et leurs proches et de proches associés de divers chefs de gouvernement de plus de 40 autres pays. Le Premier ministre islandais a été contraint de démissionner sous la pression des manifestants.

Dans son rapport sur les activités de l'OCDE en 2012-2013, l'Assemblée parlementaire traitait de la question de l'évasion fiscale et dans sa Résolution 1951 (2013), elle énonçait neuf mesures concrètes à prendre pour garantir l'équité fiscale en intensifiant la lutte contre l'évasion fiscale agressive. L'OCDE travaille à l'élaboration d'une Norme pour l'échange automatique d'informations en matière fiscale comme étant une étape essentielle pour combattre efficacement la fraude fiscale.

L'Assemblée a tenu un débat d'actualité sur les «Panama papers» le 18 avril 2016. Il est évident que ce débat devrait se poursuivre en raison des conséquences politiques de cette affaire, et en particulier de ses implications sur le fonctionnement des institutions démocratiques dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. Nous devrions tirer les enseignements de ce scandale et proposer des mesures comme la transparence de l'actionnariat des sociétés, des sanctions pour les paradis fiscaux non coopératifs et des sanctions à l'encontre des intermédiaires du secteur des services financiers, notamment les banques, les avocats et les experts-comptables.

Signé (voir au verso)

Signé[1]*:*

MAELEN Dirk, Van der, Belgique, SOC
ANDERSON Donald, Royaume-Uni, SOC
ANTIČEVIĆ MARINOVIĆ Ingrid, Croatie, SOC
BAYKAL Deniz, Turquie, SOC
BLAZINA Tamara, Italie, SOC
BONET Sílvia Eloïsa, Andorre, SOC
BULIGA Valentina, République de Moldova, SOC
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
CIMBRO Eleonora, Italie, SOC
CORLĂŢEAN Titus, Roumanie, SOC
CROZON Pascale, France, SOC
CSENGER-ZALÁN Zsolt, Hongrie, PPE/DC
DURRIEU Josette, France, SOC
ELZINGA Tuur, Pays-Bas, GUE
FINCKH-KRÄMER Ute, Allemagne, SOC
FOULKES George, Royaume-Uni, SOC
GUNNARSSON Jonas, Suède, SOC
JANSSON Eva-Lena, Suède, SOC
JENSEN Mogens, Danemark, SOC
JORDANA Carles, Andorre, ADLE
KANDEMIR Erkan, Turquie, CE
KESİCİ İlhan, Turquie, SOC
KHADER Qais, Palestine
KOÇ Haluk, Turquie, SOC
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
LE BORGN' Pierre-Yves, France, SOC
MUTTONEN Christine, Autriche, SOC
NEGUTA Andrei, République de Moldova, SOC
NICOLETTI Michele, Italie, SOC
OHLSSON Carina, Suède, SOC
QUÉRÉ Catherine, France, SOC
RAWERT Mechthild, Allemagne, SOC
RODRÍGUEZ RAMOS Soraya, Espagne, SOC
ROJHAN GUSTAFSSON Azadeh, Suède, SOC
SABELLA Bernard, Palestine
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SCHIEDER Andreas, Autriche, SOC
SCHRIJVER Nico, Pays-Bas, SOC
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC
SILVA Adão, Portugal, PPE/DC
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC
SUTTER Petra, De, Belgique, SOC
TORNARE Manuel, Suisse, SOC
VENIZELOS Evangelos, Grèce, SOC
WURM Gisela, Autriche, SOC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste